

Décret n° 62-378 du 3 avril 1962 modifiant le décret n° 52-554 du 16 mai 1952 portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des bibliothécaires relevant du ministère de l'éducation nationale, des inspecteurs généraux des bibliothèques et du secrétaire général de la Bibliothèque nationale.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 52-554 du 16 mai 1952 portant règlement d'administration publique relatif aux statuts particuliers des bibliothécaires relevant du ministère de l'éducation nationale des inspecteurs généraux des bibliothèques et du secrétaire général de la Bibliothèque nationale ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires relevant du régime général des retraites, tel qu'il a été modifié par le décret n° 61-881 du 8 août 1961 ;

Le Conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — L'alinéa 1^{er} de l'article 5 du décret du 16 mai 1952 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 5. — Le grade de bibliothécaire comporte six échelons. Le grade de conservateur comporte quatre échelons et un échelon fonctionnel. »

Art. 2. — Le décret du 16 mai 1952 susvisé est complété par un article 5 bis ainsi conçu :

« Art. 5 bis. — Dans la limite des emplois figurant au budget, peuvent être nommés dans des postes comportant un indice fonctionnel les conservateurs justifiant de trois ans d'ancienneté dans le 4^e échelon de leur grade. »

Art. 3. — Le troisième alinéa de l'article 14 du décret du 16 mai 1952 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« ... Les promotions ont lieu à l'échelon du nouveau grade comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont les intéressés bénéficiaient en qualité de conservateur. »

Art. 4. — Les conservateurs en chef classés au 30 avril 1961 au 1^{er} échelon de leur grade sont rangés pour compter du 1^{er} mai 1961, au 2^e échelon avec une ancienneté de six mois.

Les conservateurs en chef classés au 30 avril 1961 au 2^e échelon de leur grade bénéficient d'une majoration d'ancienneté d'échelon d'un an.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre délégué auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet du 1^{er} mai 1961.

Fait à Paris, le 3 avril 1962.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
LUCIEN PAYE.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
PIERRE GUILLAUMAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires des écoles normales primaires, des lycées classiques, modernes et techniques et des collèges d'enseignement technique et aux maîtres d'éducation physique relevant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu le décret du 29 juin 1945 fixant les conditions de recrutement et de rémunération des professeurs et moniteurs d'éducation physique délégués ;

Vu le décret n° 50-1218 du 30 septembre 1950 fixant le mode de rétribution des maîtres auxiliaires ;

Vu le décret n° 52-778 du 1^{er} juillet 1952 fixant les modes de rétribution des maîtres auxiliaires des centres d'apprentissage publics,

Décète :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du présent décret sont applicables à tous les maîtres auxiliaires en fonctions dans les établissements des enseignements classiques, modernes, techniques et professionnels, dans les écoles normales primaires, dans les centres nationaux du 1^{er} degré et dans les établissements d'enseignement et services relevant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports.

Entrent dans la catégorie des maîtres auxiliaires et sont soumis à l'ensemble des dispositions applicables à ce personnel tous les maîtres chargés par les recteurs, et à titre essentiellement précaire, soit :

D'assurer l'intérim d'un emploi vacant de professeur titulaire ;
D'assurer la suppléance d'un professeur en congé de maladie ou de maternité ;

De donner pendant tout ou partie de l'année scolaire un enseignement constituant un service incomplet ;

Ou d'assurer un service complet d'enseignement constitué par un groupement d'heures supplémentaires.

Art. 2. — Les maîtres auxiliaires sont répartis en quatre catégories bénéficiant de rémunérations fixées par référence aux indices limites ci-après :

Catégorie I. — Indices bruts 300 — 570.

Catégorie II. — Indices bruts 265 — 490.

Catégorie III. — Indices bruts 210 — 405.

Catégorie IV. — Indices bruts 210 — 365.

Art. 3. — Appartiennent à la catégorie I :

Les maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (degré supérieur) ou de titres ou diplômes équivalents fixés par décision ministérielle.

Les maîtres auxiliaires d'éducation physique pourvus du professorat.

Appartiennent à la catégorie II :

Les maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus de la licence d'enseignement.

Les maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux pourvus du certificat d'aptitude (1^{er} degré) ou du certificat d'aptitude à l'enseignement de la couture ou de titres ou diplômes équivalents fixés par décision ministérielle.

Les maîtres auxiliaires d'éducation physique pourvus de la 1^{re} partie du professorat ou de titres ou diplômes équivalents fixés par décision ministérielle.

Appartiennent à la catégorie III :

Les maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus du baccalauréat.

Les maîtres auxiliaires des enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés.

Les maîtres auxiliaires d'éducation physique pourvus du baccalauréat ou du brevet supérieur ou de la 1^{re} partie du diplôme de maître d'éducation physique ou de titres ou diplômes de spécialités sportives équivalents fixés par décision ministérielle.

Appartiennent à la catégorie IV :

Les maîtres auxiliaires d'éducation physique pourvus du brevet d'aide moniteur ou de titres ou diplômes de spécialités sportives équivalents fixés par décision ministérielle.

Art. 4. — Les échelles de rémunération de chacune des quatre catégories comportent huit échelons.

Peuvent bénéficier d'une promotion d'échelon les agents qui justifient d'une durée de service minimum dans leur échelon égale à trois ans pour les trois premiers échelons et quatre ans pour les autres échelons.

Cette durée peut être réduite, compte tenu des mérites professionnels des intéressés et dans la limite de vingt pour cent du nombre des promouvables, de six mois dans les trois premiers échelons et d'un an dans les autres échelons.

Les promotions d'échelon prennent effet du premier jour du mois qui suit la date à laquelle les intéressés réunissent les conditions d'ancienneté définies ci-dessus.

Art. 5. — Lors de leur recrutement, les maîtres auxiliaires sont nommés au premier échelon de leur catégorie.

Lorsqu'ils changent de catégorie, les maîtres auxiliaires sont classés à l'échelon comportant un traitement égal, ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur catégorie d'origine. Ils conservent l'ancienneté acquise dans leur ancien échelon si leur nomination leur procure une augmentation de traitement inférieure à celle qu'entraîne un avancement d'échelon dans leur ancienne catégorie.

Art. 6. — Les maîtres auxiliaires à service partiel perçoivent une rémunération réduite selon le rapport de la durée effective du service hebdomadaire accompli à la durée réglementaire du maximum de service prévu par les textes en vigueur pour les enseignements considérés.

Art. 7. — En cas de maladie, les maîtres auxiliaires à service complet peuvent obtenir, par période de douze mois, et sur production d'un certificat médical, des congés ainsi fixés :

Après six mois de présence effective dans les douze mois qui précèdent la mise en congé, un mois à plein traitement, un mois à demi-traitement.

Après trois ans de présence effective, dont six mois au moins dans les douze mois qui précèdent la mise en congé, deux mois à plein traitement, deux mois à demi-traitement.

Après cinq ans de présence effective, dont six mois au moins dans les douze mois qui précèdent la mise en congé, trois mois à plein traitement, trois mois à demi-traitement.

Art. 8. — Les maîtresses auxiliaires ayant au moins six mois de services effectifs peuvent bénéficier d'un congé avec traitement pour couches et allaitement. La durée de ce congé est égale à celle prévue par la législation sur la sécurité sociale.

Art. 9. — Les prestations journalières versées aux maîtres auxiliaires par la sécurité sociale viennent en déduction des rémunérations allouées en application des articles 7 et 8 du présent décret.

Art. 10. — En raison de la nature de leurs fonctions, les maîtres auxiliaires peuvent, à toute époque de l'année scolaire, faire l'objet d'une mesure de licenciement sans préavis, par arrêté rectoral.

En cas de licenciement, il ne peut être alloué aux intéressés aucune indemnité.

Art. 11. — Les maîtres auxiliaires et les professeurs et maîtres délégués relevant du haut-commissariat à la jeunesse et aux sports en fonctions le 30 avril 1961 sont reclassés à compter du 1^{er} mai 1961 dans l'échelle afférente à leur catégorie et à l'échelon que leur ancienneté de services effectifs leur confère sur la base de l'ancienneté prévue au deuxième paragraphe de l'article 4 ci-dessus.

Art. 12. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, en particulier des décrets n° 45-1454 du 29 juin 1945, n° 50-1218 du 30 septembre 1950 et n° 52-778 du 1^{er} juillet 1952.

Art. 13. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre délégué auprès du Premier ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet au 1^{er} mai 1961.

Fait à Paris, le 3 avril 1962.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
LUCIEN PAYE.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,
PIERRE GUILLAUMAT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Décret n° 62-380 du 3 avril 1962 fixant les conditions d'avancement de certains personnels du Conservatoire national des arts et métiers.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, et notamment son article 2 ;

Vu le décret du 13 décembre 1920 fixant les effectifs du personnel du Conservatoire national des arts et métiers ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, tel qu'il a été modifié, notamment par le décret n° 61-881 du 8 août 1961 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 20 juin 1961 ;

Le Conseil d'Etat (commission de la fonction publique) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — A titre transitoire et jusqu'à l'intervention du décret définissant, par application de l'article 2 de l'ordonnance

du 4 février 1959 susvisée, l'ensemble du statut particulier de ces fonctionnaires, le présent décret fixe les conditions d'avancement des personnels du Conservatoire national des arts et métiers ci-après énumérés :

Sous-directeur de laboratoire de classe exceptionnelle.
Sous-directeur de laboratoire d'essais de classe exceptionnelle.
Sous-directeur de laboratoire.
Sous-directeur de laboratoire d'essais.
Chefs de travaux.
Assistants.
Chef du service de muséologie technique.
Conservateur adjoint.
Chef de service des essais.
Assistant chef.
Physicien et chimiste principal.
Physicien et chimiste.
Chef de service des ateliers.

Art. 2. — Les grades de sous-directeur de laboratoire et sous-directeur de laboratoire d'essais de classe exceptionnelle comportent un échelon.

Les grades de sous-directeur de laboratoire et de sous-directeur de laboratoire d'essais comportent trois échelons.

Le grade de physicien et chimiste principal comporte trois échelons.

Les grades de chef du service de muséologie technique, de conservateur adjoint et d'assistant chef comportent cinq échelons.

Le grade de chef de service des essais comporte six échelons.

Les grades de chef de travaux, d'assistant, de physicien et chimiste, de chef de service des ateliers comportent sept échelons.

Art. 3. — La durée du temps passée dans chaque échelon est fixée à :

Deux ans en ce qui concerne les sous-directeurs de laboratoire, les sous-directeurs de laboratoire d'essais, les physiciens et chimistes principaux, les chefs de travaux, les chefs de service des essais et le conservateur adjoint.

Dix-huit mois pour les quatre premiers échelons et deux ans pour les autres échelons en ce qui concerne les assistants, le chef du service de muséologie technique, les assistants chefs, les physiciens et chimistes et le chef de service des ateliers.

Les grades de sous-directeur de laboratoire et sous-directeur de laboratoires d'essais de classe exceptionnelle sont réservés à 20 p. 100 de l'effectif ; ils sont accessibles après quatre ans d'ancienneté au 3^e échelon du grade inférieur.

Art. 4. — Il est créé pour les chefs de travaux ayant atteint au moins le quatrième échelon de leur grade, une deuxième échelle de rémunération qui comprend quatre échelons.

La durée du temps passé dans chaque échelon de cette échelle est de deux ans.

Le passage de la première à la deuxième échelle a lieu exclusivement au choix et dans la limite des emplois budgétaires.

Les chefs de travaux accédant à la deuxième échelle y sont classés conformément au tableau ci-après :

PREMIÈRE ÉCHELLE	DEUXIÈME ÉCHELLE	ANCIENNETÉ DANS L'ÉCHELON
4 ^e échelon.....	1 ^{er} échelon.....	Ancienneté maintenue.
5 ^e échelon.....	2 ^e échelon.....	Ancienneté maintenue.
6 ^e échelon.....	3 ^e échelon.....	Ancienneté maintenue.
7 ^e échelon.....	4 ^e échelon.....	Ancienneté maintenue.

Art. 5. — Les fonctionnaires visés par le présent décret en fonction au 30 avril 1961 sont, à l'exception de ceux visés au deuxième alinéa du présent article, reclassés à compter du 1^{er} mai 1961 dans les nouvelles carrières définies aux articles ci-dessus, à l'échelon et avec l'ancienneté d'échelon que leur confère leur ancienneté de grade.

Les sous-directeurs de laboratoire d'essais et les chefs de service des essais en fonctions au 30 avril 1961 sont reclassés à compter du 1^{er} mai 1961 dans les nouvelles carrières définies aux articles ci-dessus, conformément aux tableaux suivants :

I. — Sous-directeur de laboratoire d'essais.

CLASSE ANCIENNE	NOUVEL ÉCHELON	ANCIENNETÉ
2 ^e classe.....	1 ^{er} échelon.....	Ancienneté maintenue.
1 ^{re} classe.....	2 ^e échelon.....	Ancienneté maintenue.
Classe exceptionnelle....	3 ^e échelon.....	Ancienneté maintenue.